

Renouvellement LE MAG

Le magazine participatif du renouvellement urbain N°11 OCTOBRE-NOVEMBRE 2018

80 PROJETS VALIDÉS
DEPUIS MAI 2018

LE NPNRU
MONTE EN
PUISSANCE !

PAGE 7

INTERVIEW CROISÉE

Olivier Klein, Président de l'ANRU

Nicolas Grivel, Directeur général de l'ANRU

PAGE 8

État d'avancement

du NPNRU : les projets
validés ou signés

PAGE 10

Mobilisation
générale

ENQUÊTE
LECTORAT
ENCART
CENTRAL



ICI PAGE 3

MARSEILLE / PLAN D'AOU

La ville et la fierté
retrouvées



NOUS

PAGE 12

LA ROCHELLE
VILLENUEVE
S'AFFICHE

AGENCE PAGE 15

ANRU-ADEME

Ensemble
pour la ville durable

OUTILS PAGE 11

Saint-Fons,
Visite virtuelle
du projet



AILLEURS PAGE 14

Stockholm

Avant-gardiste Järva

ANRU

Agence Nationale
pour la Rénovation
Urbaine

Le mot de la rédaction



Vous tenez le nouveau numéro de *Renouvellement Le Mag* entre vos mains. Ce média comme sa version digitale Digimag vous est ouvert. Nous voulons encore une fois remercier tous ceux qui y contribuent, y ont contribué ou le feront dans un prochain numéro.

Si vous n'avez pas encore franchi le pas, votre avis de lecteur nous importe néanmoins. **Vous pouvez le donner en participant à notre enquête, soit via le formulaire encarté à nous retourner, soit en ligne sur www.anru.fr.**

Et parce que l'actualité du renouvellement urbain évolue perpétuellement suivez-la, partagez-la, commentez-la sur les réseaux Twitter, LinkedIn, Youtube et Pinterest de l'ANRU



Merci à vous ! Ce numéro fait la part belle aux contributions que la rédaction a reçues tout au long de sa préparation. Aussi, nous avons souhaité mettre à l'honneur ceux qui font vivre ce magazine participatif.



Nicolas Binet
Marseille Rénovation Urbaine



Laure Portale
Marseille Rénovation Urbaine



Jeanine Paloulian
Ville de Montbrison



Sophie Benard
Action logement



Maryse Sylvestre
USH



Gaëlle Leguillette
Ville de Saint-Fons



Anne-Denise Daho
PTCE Vivre les Mureaux



Maya Gazin
Ville d'Épinal



Florian Herold
Compagnons Bâisseurs
Occitanie



Magali Tharaud et Marie-Clémence Coudert
CIDFF Limousin



Martin Charpentier
Artiste photographe

→ APPEL À CONTRIBUTIONS

Les lois de l'attraction



Avec le renouvellement urbain, les quartiers s'enrichissent de lieux et d'équipements qui participent à leur attractivité nouvelle ou restaurée, contribuant à les faire rayonner au-delà des limites hyper locales et à les ouvrir sur le reste de la ville. Médiathèque, city-stade, centre-commercial, parc paysager... Racontez-nous l'histoire de la réalisation de votre PRU qui a changé l'image du quartier et attire désormais les publics d'ici et d'ailleurs.



Ce pictogramme signale, dans **LE MAG** et dans **LE DIGIMAG**, les sujets et contenus que vous avez proposés à la rédaction et que nous publions.



Les articles avec cette mention renvoient à des contenus augmentés sur la version en ligne du magazine : www.digimag-anru.fr

Magazine publié par l'ANRU, 69 bis rue de Vaugirard, 75006 Paris • Directeur de publication : Nicolas Grivel • Directrice de la rédaction : Élisabeth Broge • Rédacteur en chef : Jean-Denis Espinas • Secrétaire de rédaction : Gabriel Henry • Coordination éditoriale : direction de la communication de l'ANRU • Ont contribué à ce numéro : Virginie Alexe, Alessandro Casamento, Jean-Denis Espinas, Gabriel Henry, Gauthier Mack-Mallick • Conception & réalisation : à vrai dire la ville • Graphisme : Flgraf / François Lemaire • Impression : édiphisme • Imprimé sur papier recyclé

MARSEILLE QUARTIER PLAN D'AOU - ST-ANTOINE

Signature
de la convention

2005

3200
habitants

100,8 M€
d'investissement
global

21,6 M€
de participation
de l'ANRU

872 logements
démolis dont
258 pendant
la convention

382 logements
neufs construits
dont 237 sur site
et 145 hors site



LA VILLE ET LA FIERTÉ RETROUVÉES

Plan d'Aou fait partie en France de ces quartiers métamorphosés par deux décennies de rénovation urbaine. Si on peut y mesurer désormais de nombreux acquis, les possibles ne cessent de s'y révéler. La conversion du quartier fut, par certains aspects, radicale. 900 logements posés sur un plateau dominant le littoral, mais déconnectés de tout, y ont été démolis au profit d'une diversité résidentielle jusqu'alors inconnue : maisons individuelles, locatif social ou libre, accession... Des pôles économiques et des pôles culturels, comme le théâtre la Gare Franche/Le Merlan ou, très bientôt, la médiathèque municipale de Saint-Antoine, s'y sont ensuite greffés.

La reconstruction fut progressive comme la reconnexion à la ville qui s'est opérée concomitamment : trame viaire reconstituée, desservant et traversant le quartier, ligne de bus et pôle d'échanges à Saint-Antoine. Parallèlement, le secteur a réintégré le « droit commun », Métro-

pole et Ville de Marseille se partageant maintenant la propriété de l'espace public.

Réinscrit dans la métropole, Plan d'Aou a renoué avec les opportunités. Celle pour chacun de s'ancrer dans un quartier revalorisé... ou de poursuivre ailleurs son parcours résidentiel. Celles issues d'une dynamique urbaine qui déborde de toutes parts, le PRU parvenu à terme. In situ, l'aménagement du site du Belvédère s'opère dans la foulée du concours European. Autour, les interactions se multiplient : parc métropolitain Foresta, sites NPNRU de La Bricarde et Castellane, et surtout, noyau villageois et pôle d'échanges de « Saint-Antoine ». Conséquence : les partenariats se renouvellent au-delà du trio habituel bailleur-collectivité-État. Ce qui a été fait est considérable, ce qui reste à faire est plein de promesses. Plan d'Aou est une histoire sans fin. La meilleure preuve qu'il est la ville !



© CONCORDE

Nicolas Persyn,
agence Concorde

ZOOM

BELVÈDÈRE CANOVAS Un équipement pensé comme un champ des possibles »

« L'agence d'architecture et d'urbanisme Concorde réalise pour Erilia, MRU et la Ville de Marseille un espace public de 10 000 m². En s'appuyant sur la démarche de concertation, le projet propose un équipement ludique, sportif et oisif, pensé comme un champ des possibles, à même d'accueillir des usages très variés, et laissant place à l'imagination des enfants et aux rencontres des plus grands. L'objectif est de favoriser l'appropriation et le contact des publics, par un foisonnement et une densité des supports.

Malgré la commande initiale d'un aménagement temporaire, l'intervention se veut finalement pérenne, et s'appuie sur la pierre comme matériau économe, durable, modulable et déplaçable à terme. La pierre devient banc, mur, bordure de terrain de pétanque... Le projet vise aussi à maîtriser dans l'espace public le climat méditerranéen : le mur de sport offre un abri au vent, la pinède restaurée unifie un espace de détente sous son ombre, face à la vue exceptionnelle. Un paysage composé d'essences méditerranéennes accompagne des arbres conservés qui deviennent des points de repère et de rencontre. »

VIGNEUX-SUR-SEINE

LE RENOUVELLEMENT URBAIN
PREND DE LA HAUTEUR

Sur ses sept tours initiales, la skyline de la Croix-Blanche n'en compte aujourd'hui plus qu'une, la tour 27. Le bailleur I3F vient de la céder pour un euro symbolique à la compagnie de Phalsbourg, associée en co-promotion avec la société REI Habitat et accompagnée de l'atelier Castro-Denissof Associés et du paysagiste Atelier Georges. En réponse à la Ville qui souhaitait la préservation de la tour, promoteurs et concepteurs veulent faire la démonstration des possibilités de réinterprétation de cet archétype de l'urbanisme des années 1960. Favorisant mixités sociale et fonctionnelle, le groupement prône une manière d'habiter faisant la part belle aux espaces partagés, introduit le bois en greffes extérieures et consacre les quatre derniers étages à des jardins d'altitude.



© ATELIERS CASTRO-DENISSOF ASSOCIÉS



© DR

LA SEYNE-SUR-MER RAPPROCHEMENT CULTUREL

La métamorphose du centre culturel Henri Tisot dévoilée lors de l'inauguration du 22 septembre dernier est complète. Au-delà de la rénovation de la toiture « signature » en W, c'est à la réorganisation de l'intérieur qu'Artelabo Architecture a œuvré. Le nouvel espace polyvalent, au cœur du quartier Berthe, accueille désormais une salle de spectacles et des espaces polyvalents pour les pratiques amateurs qui favorisent convivialité et rencontres entre publics, utilisateurs et artistes. Outre une programmation musicale, théâtrale et chorégraphique, des ateliers-débat sont proposés aux habitants. Pour co-construire le quotidien, on y interroge de multiples notions fondamentales mais pas toujours explicitées : lien social, réussite éducative, bien-vieillir, citoyenneté...

FOURMIES

LE CONSEIL CITOYEN REFAIT
LE PARCOURS

Au départ, l'envie partagée de s'oxygéner à nouveau. Ensuite, une action collective, celle du Conseil citoyen de Fourmies, créé en 2016. Le résultat ? La rénovation du parcours de santé situé au sud du quartier prioritaire, dans la forêt des Etangs des Moines. De long mois durant, une vingtaine de personnes s'est réunie pour préparer l'intervention et multiplier les initiatives afin que futurs usagers et habitants s'approprient le projet. Depuis, 15 stations en acier inoxydable réparties sur un kilomètre ont remplacé les vieux agrès de bois. La réalisation financée à 80% par le CIEC (Comité interministériel à l'égalité et à la citoyenneté) et à 20% par la Ville, a été inaugurée le 20 juillet. La mobilisation a clairement porté ses fruits, le site ne désemplit pas.



© DCL ARCHITECTES

EVREUX L'ÉCOLE ET LA FORÊT

Le projet achevé, 225 écoliers environ pourront faire leur rentrée à l'orée des continuités boisées bordant le quartier de Nétreville. 15 classes, de la maternelle au primaire, seront accueillies dans les deux bâtiments de l'école qui s'organisent autour d'une cour d'où le regard embrasse les bois. La préoccupation environnementale s'étend à la construction : structure bois et isolation de paille pour le label « Passivhaus », orientation nord-sud privilégiant l'éclairage naturel des espaces. L'exigence écologique se mue en opportunité pédagogique. Si Pierre de Coquereumont de l'agence DCL architectes a imaginé une architecture en symbiose avec son environnement, c'est aussi pour susciter curiosité et éveil chez les jeunes élèves. Car l'important est de « savoir où l'on est ».



© C. DEBEAUREPAIRE

GRAND POITIERS *QUARTIER BELLEJOUANNE*

Signature
de la convention

2008

3 000
habitants

195 M€
d'investissement
global

48.7 M€
de participation
de l'ANRU

713 logements
démolis

503 logements
neufs construits

dont 211 logements
en accession sociale
ou libre

© VILLE DE POITIERS/M.C. LIEU



L'ESPRIT CITÉ-JARDIN

La Ville de Poitiers et le bailleur Habitat de la Vienne ont su tirer parti du contexte particulier de Bellejouanne pour renouer avec un modèle urbain original.

Avec le processus de rénovation urbaine, aujourd'hui à peine achevé, Bellejouanne est devenue cité-jardin. Le choix a été fait ici, pour redonner de l'attractivité, de concentrer les efforts sur la qualité et la générosité des espaces publics et des plantations, en plus d'une réhabilitation et d'une résidentialisation généralisées de l'habitat. Seuls 80 logements — quatre immeubles — ont été démolis pour reconfigurer partiellement l'ancienne voie circulaire du quartier. Et non pas pour le désenclaver avec de nouvelles voies traversantes, selon un schéma usuel de la rénovation urbaine.

Ce parti-pris s'explique au regard de la petite taille du quartier et de son contexte urbain. Un côté de Bellejouanne s'adosse à une vallée boisée encaissée et infranchissable. Et les autres jouxtent les commerces et les services du quartier Pierre Loti ainsi que les secteurs pavillonnaires de Poitiers sud. Cet environnement urbain est accessible en quelques minutes à peine depuis Bellejouanne et son caractère verdoyant

trouve un écho dans l'esprit cité-jardin du quartier rénové. Celui-ci s'organise désormais autour d'un vaste « cœur paysager » combinant cheminements piétons, « plage verte », aires de jeux, terrains de pétanque, tables de pique-nique, squares de proximité en pied d'immeubles, jardin des cinq sens, espaces de sous-bois... Quatre ateliers participatifs ont permis de discuter ce concept en concertation avec les habitants.

Quant à la programmation du quartier, elle n'a pas évolué. Les 80 logements démolis ont été reconstruits sur place. De même qu'un foyer ADAPEI — accueil médicalisé pour personnes handicapées — désormais parfaitement adapté aux exigences des résidents et du personnel.

Des chalets... aux pavillons

zoom

Logement social ne rime pas exclusivement avec logement collectif. Habitat de la Vienne en a fait récemment la démonstration à Bellejouanne. Le bailleur a remplacé par trois pavillons individuels trois « chalets autrichiens », vestiges d'une construction d'après-guerre par des prisonniers. Les effets positifs sont multiples : doublement du nombre de logements (trois T3 de 65 m² et trois T4 de 90 m²), diversification du patrimoine résidentiel du quartier, intégration dans le décor pavillonnaire environnant, et même évocation des chalets disparus.

Les nouvelles constructions épousent la forte pente du site. Les deux logements réunis sous un même toit sont ainsi décalés et bénéficient d'une intimité et d'une indépendance absolues. Leurs entrées sont séparées et le regard, depuis les fenêtres, terrasses et jardins, ne rencontre jamais celui du voisin mitoyen. Trois des six logements, accessibles de plain-pied depuis la rue, ont été labellisés Habitat Senior Services. Ils peuvent donc être attribués à des personnes à mobilité réduite, auxquelles ils garantissent un niveau de confort idéal.

MÉTROPOLE DU GRAND PARIS LES NOUVELLES GARES, SUJET D'ÉTUDE

Une partie des futures gares du réseau de transport Grand Paris Express (GPE) sont déjà en chantier. Des travaux de grande ampleur et de longue haleine dont on tente, dès à présent, de mesurer les impacts sur le développement des territoires métropolitains, et notamment celui des quartiers de la politique de la Ville. C'est l'objet d'une étude prospective réalisée par le Commissariat Général à l'Égalité des Territoires (CGET), la Société du Grand Paris et l'École d'urbanisme de Paris entre juin 2017 et juin 2018.

Dix gares du GPE situées dans ou à proximité immédiate d'un quartier prioritaire ont ainsi été passées à la loupe par des étudiants en Master et leurs enseignants de l'École d'urbanisme. Ils se sont attachés à comprendre et montrer, sous un éclairage inédit, comment les acteurs de la politique de la Ville anticipent l'implantation de ces gares et y articulent leurs projets.

WWW+ www.cgnet.gouv.fr/ressources/publications



Vue des futures gares de La Courneuve - Six Routes et d'Aulnay-sous-Bois



© SGP/CHARTIER-DALIX ARCHITECTES

© SGP/BECKMANTHÉRE ARCHITECTES



MONTBRISON

© VILLE DE MONTBRISON

UN MUSÉE QUI VAUT LE DÉTOUR

À l'occasion de la fête du quartier de Beauregard, en juin dernier, la Tour 19 a pris des couleurs. Forez Colors, association d'artistes muralistes, a pris l'initiative, avec l'accord du bailleur social Loire habitat, d'orner de fresques trois étages du bâtiment d'habitation avant démolition. L'opération « Beaureg'Art » était soutenue par la Ville et a été réalisée avec l'appui du Conseil citoyen.

Une cinquantaine d'artistes de renom, dont Ella et Pitr ou encore Persu, ont œuvré tant sur les façades extérieures qu'à l'intérieur même d'une dizaine d'appartements, du sol au plafond, donnant

ainsi naissance à un spectaculaire musée d'art éphémère, qui a reçu en un week-end près de 4 000 visiteurs.

Devant l'indéniable succès populaire de cette initiative, la municipalité a décidé d'intégrer Beaureg'Art au programme des visites des journées européennes du patrimoine, les 15 et 16 septembre. À cette occasion, Forez Colors en a profité pour ajouter un étage supplémentaire à la visite. L'association avait également mis en place durant ces deux jours un atelier d'initiation artistique pour les jeunes du quartier.

UN NOUVEL OUTIL POUR LE LOGEMENT SOCIAL



Pour soutenir la reconstitution des fonds propres des bailleurs sociaux, Action Logement a décidé de créer un Opérateur National de Ventes (ONV) dédié au logement social. Cette initiative innovante vise à permettre l'accélération et l'amplification de la vente de logements HLM aux locataires.

Il propose aux bailleurs volontaires l'achat en bloc d'immeubles, leur permettant de bénéficier de ressources pour construire ou réhabiliter des logements du parc social. En second lieu, l'ONV procède à la vente des logements aux locataires, selon un dispositif d'accompagnement sécurisé. Action Logement fait ainsi œuvre utile au bénéfice de tous les bailleurs sociaux et des ménages modestes, par le biais d'une politique de vente maîtrisée où les recettes générées profitent, de manière vertueuse, au seul secteur HLM. Un million d'euros a été investi pour financer cet outil.

WWW+ www.actionlogement.fr/

80 projets validés depuis mai 2018 LE NPNRU MONTE EN PUISSANCE !

INTERVIEW CROISÉE > OLIVIER KLEIN, PRÉSIDENT DE L'ANRU & NICOLAS GRIVEL, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'ANRU

Objectif validation de tous les projets d'ici fin 2019



© F. NEDDAM / VILLE DE CLICHY-S/BOIS



© C. CHIGOT

Le 22 mai dernier, le Président de la République confirmait la mission de l'ANRU mais appelait à une accélération des projets. Que s'est-il passé depuis ?

Olivier Klein : Beaucoup de choses ! Nous nous tenions en effet prêts à mettre en œuvre une première série de mesures de simplification et d'amélioration de nos financements travaillées depuis plusieurs mois avec nos partenaires, les élus et les équipes locales.

Cela nous a permis de les faire adopter par un Conseil d'Administration réuni trois jours après l'intervention du Président de la République, et ainsi de traduire concrètement le doublement du montant financier du Nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU).

Ces mesures ont eu l'effet attendu et de nombreuses collectivités et bailleurs ont pu boucler des projets qui étaient plus ou moins à l'arrêt depuis plusieurs mois, avec l'incertitude institutionnelle et financière qui pouvait planer sur la rénovation urbaine.

Que représente cette accélération sur les territoires ?

Nicolas Grivel : Depuis la fin mai, nous avons validé les projets de 80 quartiers et fléché plus de deux milliards d'euros de financement de l'ANRU pour lancer rapidement des chantiers.

L'ANRU est donc bien repartie, mais nous ne souhaitons pas nous arrêter là. Nous souhaitons réussir à valider l'ensemble des projets en 2019, et pour l'essentiel avant l'été prochain. Cela passe notamment par une transformation de notre façon de discuter les projets avec les collectivités afin de responsabiliser l'ensemble des parties prenantes et d'intensifier les échanges avec les élus.

Concrètement, que cela va-t-il changer à l'examen des projets préparés par les collectivités ?

Nicolas Grivel : Nous faisons principalement évoluer notre mode opératoire autour de deux engagements majeurs.

Le premier, c'est un engagement de mobilisation réciproque. Grâce à la phase de préfiguration menée ces deux dernières années, nous avons une bonne connaissance des projets. Cela doit nous permettre d'avoir un dialogue efficace avec les élus en nous engageant à examiner leurs projets dans des délais resserrés. Notre volonté est aussi d'engager rapidement des opérations en les validant de façon anticipée.

Notre deuxième engagement, c'est d'être au plus près du territoire en permettant par exemple aux préfets - qui sont nos délégués territoriaux - de négocier directement certaines conventions avec les élus des territoires qui ont les projets de moindre complexité. Nous allons ainsi gagner un temps précieux en évitant de remonter des examens au niveau national quand ce n'est pas nécessaire.

La loi ELAN vient aussi modifier le fonctionnement de l'ANRU. Qu'en est-il précisément ?

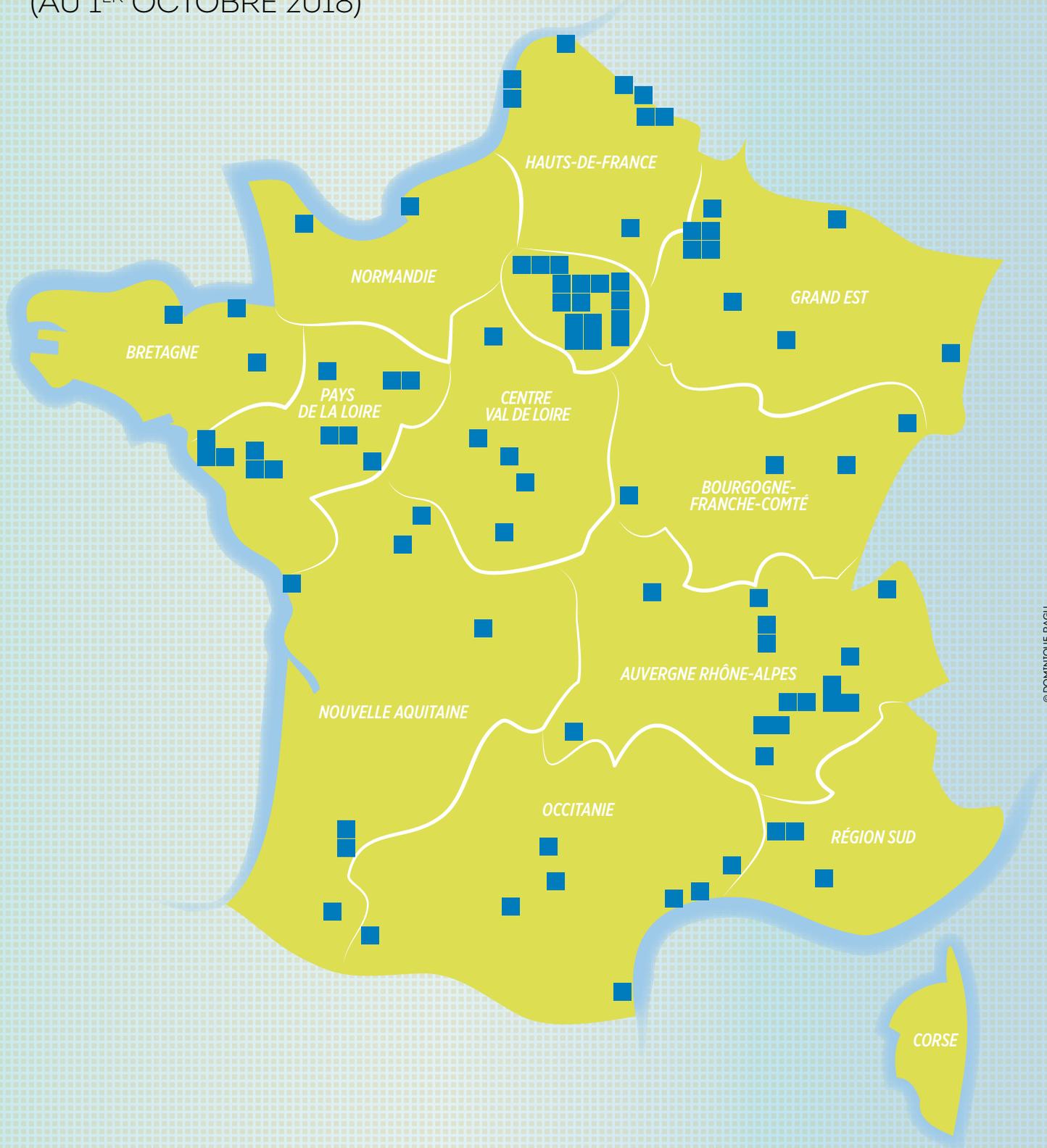
Olivier Klein : Le projet de loi Elan vient traduire la volonté du gouvernement de rénover la gouvernance de l'ANRU, en mettant notamment fin à la majorité de l'Etat au Conseil d'Administration et en y renforçant particulièrement la place relative des élus. Ce n'est pas que symbolique. Plus que jamais, l'action de l'ANRU sera ainsi conduite pour répondre aux besoins des territoires et de leurs habitants.

Toujours dans une logique de simplification, le projet de loi vient également simplifier plusieurs contraintes de gestion qui pouvaient ralentir son action. Un atout dans une période où notre impact financier et notre savoir-faire sont attendus sans délai dans les quartiers.

ÉTAT D'AVANCEMENT DU NPNRU

LES PROJETS VALIDÉS OU SIGNÉS

(AU 1^{ER} OCTOBRE 2018)



© DOMINIQUE BAGU

LES PROJETS VALIDÉS

AGDE Centre Ville

AIX-EN-PROVENCE Encagnane

ALBI Cantepau

ANGERS Belle-Beille

ANGERS Monplaisir

ANZIN, BEUVRAGES, VALENCIENNES, BRUAY-SUR-L'ESCAUT, RAISMES Zone intercommunale Rives de l'Escaut

ARGENTEUIL, BEZONS Brigadières - Henri Barbusse

AURILLAC Aurillac Sud

AVIGNON Rocade Sud

AVIGNON Saint Chamand

BELFORT, BAVILLIERS Résidences Le Mont

BESANÇON Grette

BONNEVILLE Bois Jolivet - Les Îles - Bellerive

BOULOGNE-SUR-MER, SAINT-MARTIN-BOULOGNE Triennial

CASTRES Laden Petit Train

CHAMBÉRY Les Hauts de Chambéry

CHANTELOUP-LES-VIGNES Noe-Feucherets

CHÂTEAURoux Beaulieu

CHÂTELLERAULT Lac Renardières Ozon

CHERBOURG-OCTEVILLE Fourches - Charcot

CLICHY-SOUS-BOIS, MONFERMEIL Bas Clichy Bois du Temple

CONDÉ-SUR-L'ESCAUT Chanteclerc Le coq

DIJON Fontaine d'Ouche

ÉCHIROLLES Essarts Surieux

ÉTAMPES Plateau de Guinette

ÉVREUX Netreville

ÉVRY Parc aux Lièvres

GRENOBLE Villeneuve

GRENOBLE Mistral Lys Rouge Camine

LA ROCHELLE Villeneuve-Les-Salines

LE HAVRE Centre Ancien - Quartiers Sud

LE MANS Ronceray Glonnières Vauguon

LE MANS Les Sablons / Ronceray Glonnières Vauguon

LE TEIL Cœur De Ville

LIMOGES Portes Ferrées

LOURDES Ophite

LUNEL Centre Et Périphérie

LYON 8^E ARRONDT Mermoz

MAINVILLIERS Tallemont - Bretagne

MEAUX Beauval

MOISSY-CRAMAYEL Lugny Maronniers - Résidence Du Parc

MONT-DE-MARSAN Le Peyrouat

MONTGERON, VIGNEUX-SUR-SEINE La Prairie De L'Oly

NANTERRE Le Parc - 1^{re} tranche

NANTERRE Petit Nanterre

NANTES Bottière Pin Sec

NANTES Nantes Nord

NANTES, Saint-Herblain Bellevue

NEVERS Le Banlay

NOISIEL, CHAMPS/MARNE Les Deux Parcs-Luzard

OUTREAU Quartier Tour Du Renard

PAMIER Centre Ancien - La Gloriette

PERPIGNAN Centre Ancien

REIMS Orgeval

REIMS Croix rouge

REIMS Europe

REIMS Wilson - Maison Blanche - Chatillons

RETHEL Cœur De Vie

ROMAINVILLE Gagarine

ROMANS-SUR-ISÈRE Centre Ancien

ROMANS-SUR-ISÈRE Quartier Est

SAINT-BRIEUC Le Plateau - Europe - Balzac

SAINT-DIZIER Vert-Bois

SAINT-FONS Arsenal - Carnot-Parmentier

SAINT-MALO La Découverte

SAINT-NAZAIRE Petit Caporal

SAINT-NAZAIRE Robespierre - Prézégat

SAINT-NAZAIRE Ville Ouest / Petit Caporal / Prézégat

SAINT-PIERRE-DU-MONT La Moustey

SAUMUR Chemin Vert - Hauts Quartiers

SAVIGNY-LE-TEMPLE Centre Ville - Quartier De L'Europe

SÈTE Ile De Thau

SOISSONS Saint-Crépin Ouest

TÉTEGHEM Degroote

THIONVILLE Côte Des Roses

TREMBLAY-EN-FRANCE Tremblay Grand Ensemble

VALENCE Hauts-de-Valence

VALENCE Polygone

VALENCIENNES, LA SENTINELLE Chasse Royale

VALENCIENNES, MARLY, AULNOY-LEZ-VALENCIENNES Zone intercommunale Faubourg de Cambrai - La Briquette

VICHY, CUSSET Coeur D'Agglo

VIGNEUX-SUR-SEINE La Croix Blanche

VILLEURBANNE Les Buers

LES CONVENTIONS SIGNÉES

RENNES MÉTROPOLÉ

PAU / CA PAU BÉARN PYRÉNÉES

CA GRAND POITIERS

CA DE CHÂLONS EN CHAMPAGNE

CA DE LAVAL

CC VIERZON SOLOGNE BERRY

COLMAR AGGLOMÉRATION

CC DU ROMORANTINAI

ET DU MONESTOIS

CA DE BLOIS - AGGLOPOLYS

MOBILISATION GÉNÉRALE

Les premières conventions du NPNRU signées, le programme passe à la vitesse supérieure. Un effort auquel s'associent l'ensemble des acteurs de la rénovation urbaine.



CONVENTION ÉTAT-ANRU-ACTION LOGEMENT

SE DONNER LES MOYENS

La rénovation urbaine n'échappe au vieil adage « l'argent est le nerf de la guerre ». Pour que des opérations s'engagent à nouveau dans les quartiers, le NPNRU réclamait urgemment une enveloppe budgétaire conséquente et pérenne. La signature, le 11 juillet dernier, de la convention État-ANRU-Action Logement est venue confirmer l'importance des moyens mobilisés : dix milliards d'euros en tout, au lieu des cinq initialement prévus. Pour Olivier

Klein, président de l'ANRU, « cette nouvelle ambition budgétaire stabilisée était une condition essentielle pour accélérer le lancement des chantiers dans les quartiers ». « Nous signons une convention qui clôt une phase d'incertitudes pour l'Anru. Par ce nouvel engagement, Action Logement ne souhaite pas se limiter au rôle de financeur mais aussi prendre toute sa place dans les actions de l'Agence » indique Bruno Arcadi-pane, Président d'Action Logement.

C'est d'abord à Action Logement que l'on doit le doublement du budget. La participation du groupe est, en effet, passée de cinq à sept milliards : 60% de subventions versées à l'ANRU et 40% sous forme de prêts bonifiés accordés aux organismes Hlm. Mais aussi aux bailleurs sociaux qui apportent deux milliards d'euros, l'État confirmant pour sa part un milliard d'euros de contribution.

ACTION CŒUR DE VILLE ET NPNRU / LES VILLES MOYENNES ONT DE L'AVENIR

La montée en puissance du NPNRU passe nécessairement par une meilleure articulation avec les politiques publiques menées sur les territoires de la rénovation urbaine. L'Action Cœur de Ville (ACV), lancée fin 2017, en fournit une bonne illustration. Ce programme porte une double ambition : améliorer la vie des habitants des villes moyennes et conforter le rôle de ces dernières en tant que moteur de développement des territoires. 222 communes vont ainsi bénéficier, cinq ans durant, d'une enveloppe de cinq milliards d'euros gérée par le CGET, avec le soutien de l'Agence nationale de l'habitat, d'Action Logement et de la Caisse des Dépôts.

Le lien entre NPNRU et Action Cœur de Ville se fait tout naturellement. Tous deux poursuivent des ambitions communes. Le premier axe d'ACV consiste ainsi à développer une offre d'habitat attractive en centre-ville, via des restructurations et réhabilitations, dans des territoires souvent communs au NPNRU. 24 villes éligibles à ACV mènent à ce dernier titre un projet de rénovation urbaine dans leur centre, et 110 autres portent un projet dans un quartier prioritaire de leur agglomération. La conjugaison des moyens mobilisés et la mise en cohérence des périmètres opérationnels doit évidemment profiter directement aux projets concernés.



SAINT-FONS

© MÉTROPOLE DE LYON

PORT DU CASQUE... 3D OBLIGATOIRE

Et si la réalité virtuelle se mettait au service de la concertation ? Grâce à une expérimentation proposée par la Métropole de Lyon, l'équipe politique de la Ville de Saint-Fons a pu découvrir UNICITÉ, une manière innovante et interactive de faire découvrir le projet de renouvellement urbain du quartier des Clochettes, et par là même de faciliter la concertation avec les habitants.

Muni d'un casque de visualisation en 3D, le visiteur est immergé dans un espace virtuel représentant le secteur objet de la transformation. Différents scénarios d'aménagement lui sont proposés. L'outil permet de jouer sur différentes variables et d'exprimer ses préférences : « aimer »

un scénario d'aménagement, rajouter ou enlever du mobilier urbain, modifier la largeur d'un trottoir, ajouter de la végétation... Il facilite tant l'appropriation du projet de renouvellement urbain que son évolution dynamique.

UNICITÉ a été développé par la start-up Nucleus, en collaboration avec Erasme, laboratoire d'innovation ouverte de la Métropole lyonnaise. Deux villes-pilotes, Saint-Fons et Lyon, ont été choisies pour des expérimentations in situ. Dans l'espace public d'abord, l'été dernier, et auprès d'une classe du collège de la commune, prochainement. Si l'expérience s'avère concluante, ce dispositif pourrait être développé à plus grande échelle.

www.erasme.org/unicite



LE LOGEMENT SOCIAL ACCOMPAGNÉ FAIT LE PLEIN D'IDÉES

Le ministère de la Cohésion des territoires et l'Union sociale pour l'habitat (USH) avaient lancé en juillet un nouvel appel à projets « 10 000 logements Hlm accompagnés », qui s'inscrit dans les objectifs du plan « Logement d'abord ». Il s'est clôt le 5 octobre dernier.

L'objectif de ce programme est de développer des réponses innovantes permettant l'accès et le maintien dans des logements sociaux de ménages en grande difficulté, grâce à un accompagnement social adapté et renforcé. Il vise également à favoriser les expérimentations et les partenariats entre organismes Hlm et associations.

Lors des précédentes éditions, près de 150 initiatives, représentant quelques 6 000 logements Hlm accompagnés, ont ainsi été soutenues, et le dispositif a permis de trouver des solutions en accès et en maintien pour des personnes en grande précarité.

Parmi les thèmes traités, on retiendra notamment la question du maintien dans le logement de ménages menacés d'expulsions, l'accompagnement social global (logement, santé, revenus, droit...) de ménages fragilisés, ou encore la mise en place d'équipes mobiles pour répondre aux besoins de locataires en souffrance psychique.

[www. union-habitat.org/](http://www.union-habitat.org/)

LA MAÎTRISE DES INCONTOURNABLES

Depuis 2006, l'École du Renouvellement Urbain (ERU) s'est associée à l'École supérieure des sciences économiques et commerciales (Essec), afin de proposer aux professionnels de la rénovation urbaine une formation annuelle sous la forme d'un parcours certifiant. L'objectif reste le même qu'à l'origine : enrichir l'expérience des élèves stagiaires et leur apporter des connaissances et des méthodes qui leur permettront d'appréhender et maîtriser les enjeux de leur domaine d'activité. Le cursus s'achève par une certification de « Maîtrise des incontournables d'un projet de renouvellement urbain ». Cette année encore, le programme est varié, adapté aux évolutions des grands questionnements de la rénovation urbaine. Du module « Le Conseil citoyen dans la gouvernance des projets » à celui sur « Le marketing territorial : attractivité et développement économique », en passant par « Mixité sociale, égalité d'accès au logement, équilibre territorial », les élèves ont l'embarras du choix !

www.ecoledurenouvellementurbain.com/

LA ROCHELLE



BONUS WEB

« J'HABITE ICI » SUR LES MURS DE VILLENEUVE

Travailleurs associatifs, commerçants, employés des administrations, sportifs, musiciens, sans emploi, écoliers, ados, retraités, Rochelais de souche ou d'adoption... Tous les profils s'affichent en ce moment sur les murs du quartier de Villeneuve-les-Salines. L'exposition en plein air, « J'habite ici », est le résultat de la résidence artistique de Martin Charpentier, soutenue par le Collectif des associations de Villeneuve et la fondation « Fiers de nos quartiers ». Pendant six mois, il a photographié plus de deux cents habitants tout sou-

rire ou dans des situations cocasses. Ces portraits ont ensuite été développés à taille réelle, découpés et collés sur les façades. « *Je souhaitais que les habitants prennent conscience que l'espace public, avant d'être l'espace de tous, est l'espace de chacun individuellement. Et qu'ainsi, chacun puisse se le réapproprier et en évacuer une partie de la tension* », explique Martin Charpentier. À travers l'humour et la poésie, ces photos montrent la diversité et la richesse de la vie locale à la veille des travaux de rénovation urbaine.



LIMOGES UNE ÉPOPEE FÉMININE



« Odys'sElles » est la dernière action collective pensée par le Centre d'Information sur le Droit des Femmes et des Familles (CIDFF) du Limousin dans le cadre de sa mission d'accompagnement à l'égalité entre femmes et hommes. Limoges étant une ville ouvrière traditionnelle dont l'urbanisation reste marquée par les différentes politiques migratoires, cette action vise à concilier histoire de l'immigration, construction des quartiers périphériques et parcours de vie des participantes. Il s'agit de les amener à investir la ville entière afin de développer leur sentiment d'appartenance et favoriser leur inscription citoyenne. Depuis juin dernier, 18 femmes se sont déjà impliquées et ont commencé un travail d'investigation. Partant à la rencontre des habitants, elles créent ainsi une dynamique collective autour de ce projet. Les voyageuses de l'« Odys'sElles » raconteront leur expérience lors d'une restitution libre fin 2019.



LES MUREAUX DEVENIR UNE DESTINATION



En 2016, un collectif d'associations, de citoyens, d'entreprises ainsi qu'un centre de formation ont fondé « Vivre les Mureaux », le Pôle Territorial de Coopération Économique (PTCE). Celui-ci regroupe désormais un éventail d'acteurs partageant un objectif ambitieux : transformer la ville par le tourisme, à commencer par les quartiers prioritaires, pour en faire la première ville plein emploi de France à l'horizon 2024. Dans cette perspective, les coordinateurs du PTCE ont déjà actionné plusieurs leviers. En 2018, deux « camps », des sessions intensives de travail collectif, ont été organisés autour de la création d'entreprise, l'un dédié aux seniors, l'autre aux futurs « challengers ». Côté numérique, deux applications font aujourd'hui rayonner la ville à l'extérieur : Baludik propose des balades à thème et Eatwith encourage les rencontres autour d'un repas chez l'habitant. Sur la lancée du programme de renouvellement urbain qui a égayé les Mureaux, le PTCE compte bien prolonger l'effet de surprise. On y rêve actuellement d'un nouveau mode de transport inédit. Et pourquoi pas ?



© M.A. MARTIN

ÉPINAL

DES BAIGNADES FORMATRICES

Au début des années 1990, la Ville d'Épinal a fait construire des bassins d'été dans quatre de ses quartiers classés politique de la Ville : Bitola, La Vierge, La Justice et Saint-Laurent. Ouverts durant les mois de juillet et août tous les après-midi et deux soirées par semaine, ils ont offert aux riverains le loisir de se rafraîchir au bas de leur immeuble. Mais, plus étonnamment, ces bassins constituent pour certains une opportunité de s'insérer professionnellement. Cet été, des Spinaliens

âgés de 18 à 25 ans, employés en service civique, y ont animé des activités ludiques et sportives. Ce dispositif est une des actions portées par la plateforme municipale d'insertion professionnelle ASO (Ambition Spinalienne Omnisport) dont le but est de stimuler des jeunes en quête de projets au moyen du sport et de ses valeurs. Une éthique que l'équipe d'animateurs s'est chargée de transmettre aux cadets du quartier au bord des bassins.

SÈTE DES COMPAGNONS ACCOMPAGNANT

Le réseau des Compagnons Bâtisseurs intervient depuis soixante ans dans l'amélioration de l'habitat des personnes les plus fragiles. La démarche A.R.A. (Auto-Réhabilitation Accompagnée), inspirée de la philosophie de l'éducation populaire, consiste précisément à accompagner les habitants dans leurs propres travaux de rénovation. Sur l'île-de-Thau, quartier prioritaire de Sète, une vingtaine de familles profite chaque année de ce dispositif, grâce notamment à l'entremise des travailleuses du Centre social. Florian Herold, animateur technique, note que certains foyers « *n'ont même plus conscience des dangers que présente leur logement ou les perçoivent comme une fatalité.* » Il se souvient, par exemple, d'une habitante qui, depuis plus de dix ans, s'était habituée à voir couler les eaux usées de sa machine à laver à travers un conduit d'évacuation inachevé. Tout en améliorant le confort des habitants, les compagnons veillent donc à leur sécurité et à leurs dépenses énergétiques. Ils accompagnent aussi les événements de quartier pour lesquels ils créent des animations.



© LES COMPAGNONS BÂTISSEURS



LE HAVRE ART URBAIN, CHACUN FAIT SA PART

Depuis fin août, une fresque de 130 m² orne l'entrée du quartier de Bléville sous le pont de la rue Albert Samain. Cette œuvre collective est signée par quatre grands noms de l'art urbain : Dan 23, Mademoiselle Maurice, Rea One et Sprayvisions. Mais pas seulement ! Membre de l'atelier citoyen, Philippe Farina, à l'origine du projet, explique : « *le but était de créer une émulation entre artistes mais aussi réaliser quelque chose de commun avec les habitants.* ». Lorsqu'en avril dernier les participants se concertent autour du thème de la fresque, le choix d'une célèbre légende amérindienne apparaît comme une évidence. Un colibri transportant de l'eau dans son bec afin d'éteindre un feu de forêt fait face aux railleries des autres animaux : « *au moins, je fais ma part* », leur répond-il. Cette réplique, qui orne désormais l'un des piliers du pont, a constitué le leitmotiv du projet. Après avoir suivi un atelier de sensibilisation, une cinquantaine d'habitants ont ainsi prêté main forte aux artistes pour embellir Bléville. Un quartier en passe de devenir « *une destination pour les amateurs d'art urbain* », gage Philippe Farina.



BONUS
WEB

© P. FARINA

STOCKHOLM [SUÈDE]

Imaginez une ville dans laquelle les énergies renouvelables alimentent les appartements, où les citoyens se déplacent majoritairement à pied ou à vélo et où les décisions relatives au logement ne se prennent pas sans eux.

Bienvenue à Stockholm, qui a adopté, en 2010, le programme « Sustainable Järva » avec comme objectif la neutralité carbone en 2040. Banal direz-vous ! Non, parce que les 350 logements concernés ne sont pas neufs. Situés dans les quartiers de Husby, Akalla et Rinkeby aux abords de Järva fältet, ils ont été édifiés à l'occasion du « Million Homes Programme » dans les années 1960 et 1970. Les voilà engagés dans une expérience unique de reconversion durable.

En huit ans, leur consommation énergétique a été amplement réduite grâce à des travaux d'isolation, l'installation de panneaux solaires en toiture et façade et la mise en place d'un système de récupération de chaleur. La mise en lumière de l'espace public a elle aussi été repensée avec une préoccupation fondamentale de diminution de ses besoins énergétiques.

Quant aux pistes cyclables, elles ont été modernisées au sein du quartier et de ses environs. Pour encourager davantage la pratique du vélo, des ateliers sont organisés pour apprendre aux habitants à circuler en sécurité.

Rien de tout ça n'a été imposé. Le dialogue avec les habitants est une priorité. Il s'est fondé sur une vaste campagne d'informa-



© SWECO SE/FELIX GERLACH

AVANT-GARDISTE JÄRVA

tion et d'éducation aux enjeux climatiques et environnementaux, un préalable à la prise de décision citoyenne et l'adoption de nouveaux comportements écoresponsables. Le Musée de la Ville de Stockholm s'en est d'ailleurs fait le relais privilégié. Les valeurs culturelles et historiques qui fondent l'identité régionale n'ont pas été méconnues.

Cinq ans plus tard, deux piliers du programme — l'évaluation et le suivi — prennent tout leur sens. La publication d'un rapport atteste de la réussite de l'expérimentation et offre un panorama des différents aspects de la rénovation durable mis

en œuvre sur le site. Il se transforme pour nombre de concepteurs et collectivités en guide des bonnes pratiques de la réhabilitation écoresponsable des logements des années 1960. Järva est propulsé au rang de modèle national et international. Tant mieux car la tâche est immense : un tiers des appartements suédois et près d'un million en Europe présentent un profil similaire.



© CC



© SWECO SE/FELIX GERLACH

ANRU-ADEME ENSEMBLE POUR LA VILLE DURABLE

L'ANRU a signé avec l'Ademe un accord-cadre de partenariat pour la période 2018-2022, renouvelant ainsi le précédent de 2015.

Les deux agences ont collaboré dès le PNRU, puis dans le cadre de la préparation du second programme national, ainsi que pour la création de Vivapolis, l'Institut pour la Ville Durable. Elles vont maintenant poursuivre leur travail autour d'une ambition commune inchangée : œuvrer à la transition écologique et énergétique des villes, à travers la prise en compte de ces enjeux dans les projets de rénovation urbaine.

Pour les quatre années à venir, ANRU et Ademe ont établi les grands axes opérationnels de leur partenariat : une complémentarité de financements pour les territoires sur lesquels elles sont engagées conjointement, l'amélioration continue de leurs échanges d'expériences et de l'animation de leur réseau commun, la création d'un laboratoire-démonstrateur de leur collaboration au sein d'un quartier du NPNRU (le site est à l'étude), et enfin l'étude d'une éventuelle coopération future à l'international.



Signature
de la convention,
à Stains

ANRUSCOPE L'EXTRANET DE L'ANRU NOUVELLE GÉNÉRATION



Dans le cadre de la modernisation de ses systèmes d'information, l'ANRU s'est dotée d'un nouvel extranet : l'Anruscope.

Il reprend les fonctionnalités de l'ancien outil tout en proposant de nouveaux services, avec une ergonomie totalement revue. On y retrouve notamment l'actualité de l'ANRU et de ses partenaires, les actions d'animation et de formation des réseaux d'acteurs, ou bien encore l'accès à toutes les ressources documentaires et réglementaires, ainsi qu'à des outils tels qu'Agora. Lors de votre premier accès, vous devrez remplir votre fiche de contact, nous permettant de disposer d'un annuaire à jour facilitant le partage de nos informations.

Rendez-vous sur l'onglet « Anruscope » du site www.anru.fr ou directement sur www.anruscope.fr.

UN DOC, DES CHIFFRES

L'ANRU vient de publier un Mémo sur les chiffres 2017 du PNRU. Répartition des investissements et des subventions ANRU, mise en œuvre du PNRU de 2004 à 2017, montant des engagements et des paiements... On retrouve dans ce récapitulatif annuel toutes les données chiffrées clés. Le document est consultable en libre accès sur www.anru.fr



CONGRÈS HLM L'ANRU BIEN PRÉSENTE

Pour le 79^e congrès Hlm de l'USH, à Marseille, l'ANRU est présente sur le stand du ministère de la Cohésion des territoires (MCT), aux côtés du CGET. Réunis sous la bannière « inventons les territoires de demain », chacun de ces acteurs et leurs thématiques – politique du logement social pour le MCT, renouvellement urbain pour l'ANRU, politique de la Ville pour le CGET – sont clairement identifiables.

Le stand lui-même, s'appuyant sur une esthétique innovante et originale et selon un principe d'éco-conception, reflète les priorités sociales et écologiques des trois instances, unies autour d'une vision commune de la ville durable.

FRARU

2018 / 2019

Transformons nos quartiers !

5 RENDEZ-VOUS IN-CON-TOUR-NABLES !

Nantes / Cité des congrès - 3 et 4 octobre 2018

Nîmes / Novotel Atria - 6 et 7 décembre 2018

Reims / Centre des congrès - 31 janvier et 1^{er} février 2019

Saint-Etienne / Centre des congrès - 14 et 15 mars 2019

Paris / juin 2019

→ Inscrivez-vous sur www.anruscope.fr



ActionLogement 

 L'UNION
SOCIALE
POUR
L'HABITAT

GRUPE
 Caisse
des Dépôts


Agence Nationale
pour la Rénovation
Urbaine
 www.anru.fr